

Politique régionale
de l'industrie de
l'automobile :
**Les acteurs
togolais bientôt
sensibilisés**
P5

Du foot avec en toile de fond des messages de paix :
**Le réseau "Diaspora,
force de
développement" a
offert la 1ère édition
du tournoi du 5 février**
P6



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0332 du Lundi 12 Février 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

Dialogue exclusif, explosif !

Pour que le dialogue soit vraiment inclusif, il faudrait que par la force des choses tous les courants politiques trouvent un siège autour de la table de discussion. Pour l'ordre du jour pas de sujets tabous. Chacun doit dire ce qu'il a sur le cœur. Ces deux conditions doivent être cumulativement remplies.

Pour la première condition, il y a du souci à se faire. la coalition des 14 partis tient à des préalables et tant que ceux-ci ne seront pas réalisés, on pourrait redouter une politique de la chaise vide. la clique à Jean Pierre Fabre, Tikpi Atchadam et les autres préféreraient dans ce cas renouer avec le macadam. Ils aiment bien le faire, ils ne l'ont d'ailleurs jamais abandonné. Dans tous les cas les chances d'un dialogue inclusif seraient compromises et ça risque d'être explosif.

Et si la coalition des 14 et le pouvoir parvenaient à accorder leur violon autour des préalables, l'autre pomme de discorde serait la liste des invités au dialogue. Depuis quelques jours, l'égoïsme qui a toujours caractérisé l'opposition togolaise refait surface. On entend ici et là, une envie de mettre de côté les autres. Exclusivité réservée aux auteurs des marches et rien d'autre. Le pouvoir ne doit discuter qu'avec les auteurs de la crise dit-on dans les rangs de la coalition des 14 partis politiques.

C'est une certitude tous les partis politiques au Togo y compris le parti au pouvoir ont soif de réformes. Dans les rangs de l'opposition, l'objectif est partagé même si les méthodes diffèrent. Dérouler le tapis rouge exclusivement aux adeptes des manifestations de rue parfois violentes serait un véritable camouflet pour ceux qui ont fait le choix de régler les litiges politiques de façon pacifique. Le pire serait de les voir s'organiser pour d'autres manifs ce serait encore explosif.

Le Directeur de Publication



Dialogue, s'ouvrira
s'ouvrira pas ?

**La date du 15 février pourrait
être consacrée aux préparatifs**
P6

Dialogue inter togolais :
**La diplomatie occidentale
et le système des nations
unies souhaitent un
aboutissement à un
consensus sur les réformes**

Sport /Préliminaire de la ligue
africaine des champions :
**L'AS Togo port s'incline
mais conserve
d'énormes chances
de qualification** P9

MICRO à l'envers

Les confrères se prononcent sur un sujet d'actualité

Le 15 février prochain s'ouvre le dialogue politique censé apporter une solution à la situation politique confuse depuis le 19 août dernier. Si l'occasion vous était donnée de vous adresser à la classe politique à quelques jours des pourparlers politiques, que diriez-vous ? Trois journalistes se prêtent à l'exercice.

GERMAIN POULI, DP TOGOREVEIL



A quelques jours de l'ouverture du dialogue si nous pouvons nous permettre d'adresser un message aux acteurs qui seront invités à ces échanges, ce ne peut qu'être un rappel. Puisque chacun dit agir dans l'intérêt des togolais, il faut faire en sorte que cet intérêt prévale et que les acteurs de ce dialogue ne perdent pas de vue l'essentiel qui est de s'accorder sur le type de réformes qui peuvent

consolider davantage la démocratie togolaise. Le gouvernement a fait un grand pas dans ce sens en soumettant depuis le 5 septembre 2017 un projet de révision constitutionnelle qui prend en compte les revendications de l'opposition et qui va même au-delà pour proposer la limitation du mandat aux autres postes électifs.

Il faut que chaque partie apporte si nécessaire des contributions pour améliorer ce projet et avoir un texte consensuel qui pourra être soumis aux Togolais lors du prochain référendum.

DAOU ALPHONSE, JOURNALISTE RADIO ZEPHYR

Le constat est que l'environnement politique est déjà bien cristallisé mais à quelques jours du dialogue, le souhait de tous les Togolais c'est que ce dialogue aboutisse. Il appartient donc aux partis politiques ceux de l'opposition y compris ceux du pouvoir de faire des concessions parce que le togolais a suffisamment souffert de cette situation et il va falloir qu'on arrive cette fois-ci à une solution durable. Qu'on fasse les réformes nécessaires afin de permettre au Togo de pouvoir avancer.



La situation sociopolitique tendue bloque beaucoup de choses, ça impacte négativement l'économie. On veut vraiment aller de l'avant, et le message que je tiens à adresser particulièrement à la classe politique à quelques jours de l'ouverture du dialogue, est celui toujours de penser et agir dans l'intérêt du peuple. Bonne chance et que la bonne foi guide chacun.

GHISLAIN BOUKPEZI, DP LE GUIDE



Au-delà de tout, je crois qu'il faut un sursaut patriotique il y a des clivages certes mais il faut que l'intérêt du Togo soit préservé c'est l'essentiel du message que je voudrais bien adresser à ceux qui se retrouveront à ce dialogue le 15 février prochain. Il faut dépassionner le débat politique et aller vers une forme d'entente le peuple togolais en a besoin et les hommes politiques doivent songer à cela. Il ne s'agit pas d'aller à ce dialogue avec l'objectif de l'emporter sur un camp ou un autre. Si victoire il doit y avoir, elle doit être celle

du Togo. Mon grand souhait est que les acteurs parviennent à un consensus sur tous les sujets qui seront versés au débat. La finalité serait de parvenir à un texte consensuel pour des réformes constitutionnelle et institutionnelle acceptables pour tous. ■

Pharmacies de garde à Lomé

Semaine du 05/02/2018 au 12/02/2018

BEL AIR	Non loin de RAMCO et de l'hôtel Palm Beach	22 21 03 21
BOULEVARD	Bd. Du 13 Janv. Doulassamé	22 21 65 49
DES APÔTRES	Akodessewa Face ETOCOTRAN	22 27 11 98
BIOVA	Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
HORIZON	165, boulevard du 13 Janvier Ndykonkpo. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.A.C.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
LUMEN	Route de Kpalimé près Togo boisson Casablanca	23 38 68 36
JUSTINE	291, Bd des Armées - Tokoin Habitat	22 21 00 01
PROSPERITE	Située sur le Bd Eyadéma entre l'immeuble ALBA et la Direction de la Police Judiciaire (DPJ)	23 38 84 25
PEUPLE	Marché NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti	22 61 56 14
BAH	Face EPP Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Sagboville Hedzranawé. Boulevard Haho	22 26 19 73
MAWULE	Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Gakpoto)	22 27 11 21
MAÉLYS	1688, Bd Maifakassa - Bè Kpota en Face de NETADI	22 27 60 19
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé	22 51 05 29
EPIPHANIA	Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME	23 20 10 52
CONSEIL	Carrefour du CEG Sagbado Logote	23 21 56 53
DU POINT E	506, rue 128 Aftao Gakli (Kivi Gomé), à Djigbé dans le von de la pharmacie Djigbé	22 51 91 71
LE GALIEN	Rue Pavée d'Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro	22 51 63 30
St JOSEPH	Bretelle BE KLIKAME	22 25 74 65
NABINE	Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau)	23 21 66 15
VOLONTAS DEÏ	Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City	22 36 00 95
VITAFLORE	Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè Vakposito	22 19 22 86
St ESPRIT	Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est	22 40 29 06
St MICHEL	Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoè Demalpoè Vole CEDEAO	22 51 77 87
MAINA	Agoè Assivéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu	22 33 65 34
ABRAHAM	Agoè-Logopé Kossigan	22 50 10 00
BAGUIDA	Face CMS de Baguida	22 35 47 77
AVEPOZO	A côté de la place publique d'avepozo	22 27 04 86

VISITEZ VOTRE SITE WEB



www.republiquetogolaise.com
Application mobile : Togo officiel



Dialogue inter togolais : La diplomatie occidentale et le système des nations unies souhaitent un aboutissement à un consensus sur les réformes

La situation politique au Togo intéresse plus d'un. A quelques jours de l'ouverture du dialogue (15 février) les diplomates en poste au Togo et le système des nations unies souhaitent un aboutissement à un consensus sur les réformes.

Dans un communiqué rendu public en début de weekend, la coordination du système des nations unies, la délégation de l'union européenne les ambassades des USA, d'Allemagne et de France, soutiennent le processus ainsi engagé et qui a été rendu possible par l'implication résolue des

autorités du Ghana et de la Guinée. Elles encouragent par la même occasion les acteurs politiques togolais à travailler de bonne foi pour aboutir à un consensus sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles, ainsi qu'à se mobiliser ensemble pour la mise en œuvre des réformes.

Ce communiqué faut-il le rappeler tombe à un moment où les Togolais se demandent si le dialogue annoncé sera une occasion pour les acteurs politiques togolais de trouver une solution pérenne à la situation politique confuse depuis le 19 août 2017.■

La rédaction



Le Premier ministre togolais Komi Selom Klassou a pris part à la 18ème conférence du CILSS au Niger

Au nom du Chef de l'Etat togolais et président en exercice de la CEDEAO, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, le Premier ministre, Komi Selom Klassou a pris part, le mercredi 7 février 2018 à Niamey au Niger, aux travaux de la 18ème conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Cette rencontre, qui coïncide avec les 45 ans d'existence du CILSS et qui entre dans le cadre de la réunion des instances statutaires du CILSS qu'abrite la capitale nigérienne, a connu la participation aux côtés du président nigérien, Issoufou Mahamadou, de plusieurs de ses homologues des pays membres de l'Organisation, notamment ceux du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal et du Tchad, ainsi que du Premier ministre du Togo.

Cette conférence de haut niveau a permis aux participants de mener des réflexions et de définir des stratégies pour assurer la sécurité alimentaire, et lutter contre la sécheresse et la désertification dans la sous-région. En outre, elle a permis aux pays membres du CILSS d'examiner plusieurs questions relatives à l'Organisation, non seulement son financement mais aussi à la réforme en cours de l'Institution.

« Notre combat pour la sécurité alimentaire est à hauteur humaine car nous vivons les changements climatiques dans notre chair », a déclaré le chef de l'Etat malien, Ibrahim Boubacar Keïta, le président en exercice du CILSS dans une



allocution à l'ouverture de la Conférence. Ensuite, il a invité ses homologues et tous les partenaires du CILSS à s'investir sans relâche pour l'opérationnalisation de la réforme de l'Organisation entamée après la crise de 2016.

Par la voix de son Premier ministre, le Président en exercice de la CEDEAO, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, a souhaité que des efforts soient déployés pour améliorer la production agricole dans la région et a réaffirmé la disponibilité de son institution pour l'atteinte des objectifs du CILSS. Aussi, a-t-il salué les efforts menés par l'institution et les mérites d'une approche globale et cohérente face aux changements climatiques.

et des biens qui sont des préalables indispensables au progrès et au développement durable de notre sous-région», a-t-il indiqué.

Assurer la sécurité alimentaire, renforcer les résiliences des populations dans une région particulièrement confrontée à la sécheresse et à d'autres catastrophes naturelles, réformer l'institution pour lui redonner ses lettres de noblesse, assurer le financement du CILSS et faire face aux arriérés de paiement des contributions des Etats membres, ont été les grands sujets abordés par les Chefs d'Etat à cette rencontre.

Rappelons qu'à cette conférence, il a par ailleurs été examiné la poursuite

des réformes de l'organisation, entamées en 2017 à Nouakchott, le financement durable de l'institution à travers la recherche d'un mécanisme mieux approprié et l'approbation de la demande d'adhésion du Soudan et le renforcement de la Coopération entre le CILSS, la CEDEAO, l'UEMOA, la CEEAC-CEMAC et le G5 Sahel.

Au terme du sommet, le président burkinabé, Rock Marc Christian Kaboré a pris la présidence en exercice du CILSS pour un mandat de deux (2) ans et succède ainsi au président malien Ibrahim Boubacar Keita du Mali.

A la suite des grandes sécheresses, le CILSS a été créé le 12 septembre 1973. Il regroupe 13 Etats dont huit (8) Etats côtiers à savoir Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal et Togo, quatre (4) Etats enclavés tels que Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad, et un (1) Etat insulaire à savoir le Cap-Vert. Il se donne pour mission générale l'investissement dans la recherche de la sécurité alimentaire et dans la lutte contre les effets de la sécheresse, de la désertification et du changement climatique.

Précisons que la rencontre des Chefs d'Etat fait suite à la 53ème Session ordinaire du Conseil des ministres et à la 25ème réunion du Comité régional de programmation et de suivi de cette Organisation internationale.■

Source: autogo

Visite de Faure Gnassingbé à Yaka :

Les raisons d'une descente dans les abysses

Le Chef de l'État, en début de semaine dernière était en visite, à Yaka, dans la préfecture de Niamtougou pour, officiellement lancer deux projets en faveur des jeunes ruraux et des populations en plus généralement.

Mardi 06 février, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé était en tournée dans la partie septentrionale du Togo. Pour le Président Faure Gnassingbé, il s'agissait de parcourir le Togo dans toutes ses profondeurs afin de toucher du doigt, le quotidien des citoyens togolais des zones rurales. Dans la préfecture de Niamtougou, Faure Gnassingbé a redonné de l'espérance à la population juvénile.

Très souvent mis en marge par les politiques de développement, les jeunes issus de milieux ruraux sont

26.4 milliards.

De façon pratique, le gouvernement, à travers les filets sociaux et services de base, compte apporter du souffle aux collectivités à la base. 200 projets de réhabilitation et de construction d'infrastructures communautaires de base dans 150 cantons devraient être exécutés dans le cadre de cette tournée du président de la République. Parmi les cinq régions que compte le pays, les plus pauvres seront retenues comme bénéficiaires de ces grandes actions. De ces



L'autre volet du projet ambitionne de toucher les jeunes ruraux diplômés ou non. Des opportunités économiques seront ainsi offertes à des jeunes femmes et hommes démunis, vulnérables et en marge des bénéfices des

du projet. Quelques années par la suite, une sélection sera faite par le ministère en charge du développement à l'issue de laquelle 10 mille jeunes les plus engagés bénéficieront des soutiens dans le cadre du développement de leurs activités génératrices de revenu.

Il y'a trois semaines à peu près, Akinwuni Adesina, le président de la Banque africaine de développement était en tournée dans notre pays. Dans le contexte de la visite, l'homme fort de la Bad était reçu en audience par le président de la République. Leurs échanges ont notamment porté sur les accompagnements de l'institution financière africaine en faveur de l'État togolais. Une visite qui est intervenue au lendemain de la publication du rapport de la banque sur les perspectives économiques de l'ensemble des pays africains.

Ce rapport révélait que le taux de pauvreté ne cesse de grimper dans notre pays. Malgré tous les efforts du gouvernement En vue d'éradiquer la calamité, celle-ci n'a jamais cessé de grimper dans les ménages. De 54 pourcents il y'a encore quelques années, ce taux est revu à la hausse, à près de 55 pourcents aujourd'hui, par la Banque africaine de développement.

Conscient du fait, l'exécutif togolais, dont le mandat actuel est placé sous le signe du social ne ménage pas d'efforts en vue de l'éradication de la pauvreté depuis sa source. Les transferts monétaires en faveur des femmes et de leurs nourrissons, le projet Ci-zo pour l'électrification des milieux ruraux, etc. sont entre autres plans de l'État afin de mettre le mal hors d'état de nuire d'ici à 2030. ■

P.A



poussés à l'exode. À Yaka, mardi dernier, Faure Gnassingbé a procédé au lancement officiel de la mise en œuvre effective du projet de filets sociaux et services de base ainsi que celui d'opportunité d'emplois des jeunes vulnérables.

Les axes principaux de ces deux projets, placés sous la tutelle du Ministère en charge du développement à la base ont été l'objet, depuis le premier trimestre 2017, de financement de la Banque mondiale. Leur opérationnalisation coutera en tout, plus de 35 milliards de francs, pour le compte

différentes régions, 72 mille élèves les plus pauvres du Togo auront accès à des repas scolaires réguliers afin d'augmenter de façon significative, le taux de fréquentation dans les écoles rurales.

Le projet de filets sociaux permettra également d'accroître le revenu et la consommation de 40 mille ménages préalablement recensés. En plus des 12 mille ménages, qui, dès janvier dernier, bénéficient des transferts monétaires dans la région des savanes, classée comme étant la moins impactée par les politiques publiques.

services publics. 14 mille jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans bénéficieront du second volet



Politique régionale de l'industrie de l'automobile : Les acteurs togolais bientôt sensibilisés

Elle s'est déroulée vendredi dernier à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie du Togo. Il s'agissait d'une rencontre d'échanges entre des experts commis par la BAD et les acteurs du secteur privé national. Cette rencontre d'information et de sensibilisation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la politique régionale de l'industrie automobile au sein de l'espace CEDEAO. L'initiative bénéficie d'un appui de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Plusieurs acteurs nationaux sont attendus à cette rencontre il s'agira des concessionnaires, les importateurs de véhicules d'occasion, les vendeurs de pièces détachées d'automobiles et les syndicats de transporteurs. Ensemble avec les experts de la BAD, ils seront édifiés

sur le contenu du document de la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA) notamment le volet concernant l'industrialisation automobile.

Il faut dire que la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest a été mise en place à l'issue de la

réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement en 2010. Son objectif est de maintenir une structure industrielle solide qui soit compétitive au niveau mondial en prenant en compte la protection de l'environnement et soit capable d'améliorer de façon significative le niveau



de vie des populations à télécommunications, l'horizon 2030. Cette politique concerne également l'agriculture, l'énergie, les ressources humaines. ■

La rédaction

FOADDIP : Germain MEBA, président de la CCIT s'en lave les mains

« Nous ne nous engageons pas du tout dans la promotion des activités de l'ESMC. Nous sommes une institution émanant du ministère de commerce et de la promotion du secteur privé, nous ne pouvons engager de telles actions sans des préalables. Nous avons des opérateurs économiques au sein de notre institution qui sont crédibles et fondent des espoirs en nos actions. Nous ne ferons rien donc à la CCIT sans voir la crédibilité des activités des opérateurs économiques qui nous sollicitent », a déclaré ce jeudi 08 février, Germain Méba, président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo.



de l'ESMC qu'une copie d'une décision de justice qui blanchit Redemarre et un rapport de réunion au sein de la BCEAO avec une délégation de l'ESMC., ce qui ne constitue en rien les fondamentaux d'une structure qui exerce sur toute l'étendue du territoire.

Une telle entité opérant sur toute l'étendue du territoire devrait disposer d'autorisation du ministère de l'économie et des finances et autres certifications, ce qui ne serait pas le cas.

Le clou des méthodes de gangster a été l'élection de Germain Méba, le 30 janvier dernier à la tête de la FOADDIP, à son insu, alors même que l'intéressé était en voyage et qu'aucun membre de son institution n'était présent à la cérémonie qui a enregistré la participation de plus de 3000 délégués venus de tout le Togo. « J'ai été sidéré de découvrir

dans la presse internationale que je suis le président du conseil d'administration d'un organe dont je n'ai même pas connaissance », s'est exclamé le président de la CCIT.

Face à tout cela et tout en réitérant sa ferme volonté à accompagner, représenter et soutenir tout projet des acteurs du secteur privé favorisant une économie forte et contribuant à la réduction de la pauvreté, la CCIT se désolidarise totalement des activités de la plateforme de l'ESMC et a jugé caduques toutes les actions, suggestions et propositions faites à cette entreprise dans le cadre de leurs premières discussions.

Le vin tiré, la question qu'il y a lieu de poser aujourd'hui est de savoir sur quelle base fonctionne l'ESMC. Serait-ce la nouvelle arnaque trouvée par Sama Essohamlo pour dépouiller les pauvres Togolais dont les méninges sont toujours fraîchement remplis de l'épisode Redemarre ?

Interrogé sur la question le président de la CCIT a préféré jouer à la carte de la prudence. « Je n'ai pas compétence à dire que c'est de l'arnaque, les autorités compétentes sont là

pour cela. En plus les adhérents y vont de leur propre chef et il leur appartient de tirer leurs propres conclusions ; cependant, il est clair que beaucoup de Togolais aiment le gain facile. Le petit entrepreneur que je suis à appris à gagner sa vie petit à petit et à se battre. », a répondu l'homme.

Que se cacherait-il réellement derrière cette nouvelle entreprise de l'ESMC ? L'inquiétude taraude déjà plusieurs esprits avisés tellement les gains miroités sont trop surréalistes et faciles. Le flou et l'opacité qui caractérisent les démarches de l'ESMC ne sont plus à présenter tandis que la très onéreuse campagne médiatique menée par l'entreprise devrait également être pointée du doigt.

La tentative d'association forcée de la CCIT à cette douteuse entreprise ne laisse rien sentir de bon quand l'on connaît le récent passé des activités de Sama Essohamlo et nombreux sont les Togolais et membres de cette nouvelle entreprise qui attendent des éclaircissements. ■

Démocrate

C'était au cours d'une rencontre avec la presse où le président de la CCIT a fait part de sa désolidarisation totale ainsi que celle de l'institution qu'il préside, des activités de la plateforme de l'Entreprise Sociale du Marché Commun, la nouvelle trouvaille de Sama Essohamlo, porteur de l'ex Redemarre.

Sollicitée en effet afin d'assurer la gestion de la plateforme de la production commune de la Fédération des Organisations Associatives pour le Développement

Durable qui Intègre le Peuple (FOADDIP), la CCIT a posé trois conditions majeures notamment la mise à disposition d'un descriptif complet du fonctionnement de la plateforme et exposant un schéma concret, les différents agréments nécessaires à l'exercice de telles activités, et enfin les résultats de l'enquête conduite sur l'ancienne structure du même Sama Essohamlo dénommée Redemarre.

Pour toute réponse, la CCIT n'aurait reçu des responsables

Du foot avec en toile de fond des messages de paix : Le réseau "Diaspora, force de développement" a offert la 1ère édition du tournoi du 5 février

Avec pour thème « La paix notre héritage 13 ans après, un facteur de développement à préserver », cette compétition vise à rassembler tous les Togolais autour de l'idéal de la paix, gage de construction et de développement de toute nation.

Pour Denis Koudoagbo, président du réseau, cette initiative de soutien de la diaspora togolaise aux actions du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé dans sa politique de développement veut trouver un canal de sensibilisation afin de préserver et de consolider l'unité et la cohésion



nationale, et aussi de lancer un appel aux uns et aux autres à contribuer à la construction du Togo.

« La diaspora doit être une diaspora positive, une diaspora qui donne une belle image du Togo à l'extérieur...

Nous voulons à travers ce tournoi et bien d'autres actions soutenir le Chef de l'Etat dans sa politique de développement envers la jeunesse. Nous l'appuyons dans ces actions en maintenant aussi la paix », a-t-il confié.

Le préfet du Golfe, Awaté Hodabalo, pour sa part a salué l'atmosphère festive, fraternelle et les idéaux de paix et de non violence qui ont régné durant toute la compétition. Pour lui, cela cadre véritablement avec la vision des promoteurs ainsi que des autorités togolaises.

La compétition a mis aux prises 4 clubs en demi-finale à savoir Hironnelles de Zongo qui est venu à bout

d'Olympique de Légbassito, et le CSj Mounass d'Agoènyivé qui s'est qualifié pour la finale en éliminant aux tirs au but Holidays Fc de Sanguéré.

En finale, Hironnelles de Zongo a ravi le trophée au CSj Mounass sur la plus petite des marques. Divers prix et trophées ont été décernés aux différents acteurs à l'issue de la compétition.

Le Réseau « Diaspora, force de développement du Togo », entend dans les prochains mois accomplir d'autres actes concrets afin d'honorer la mémoire du feu Général et de raviver ses idéaux de pays de paix dans l'esprit de tous les Togolais, notamment la construction d'un centre professionnel d'apprentissage qui sera dénommé, centre Gnassingbé Eyadéma.

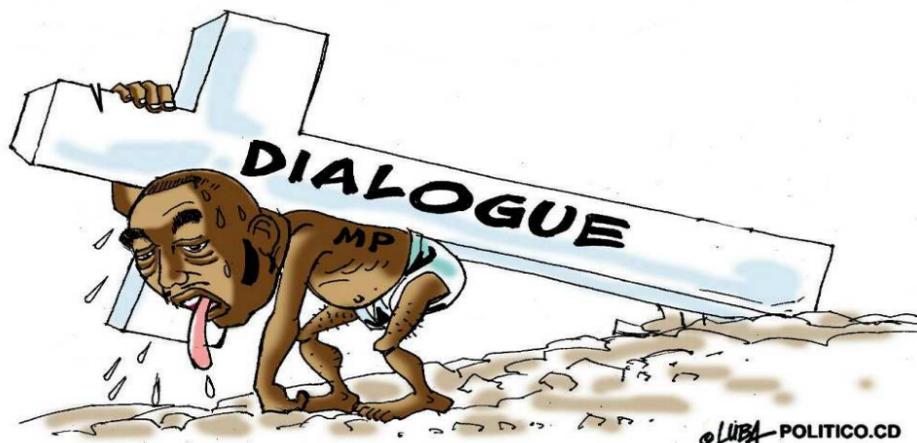
Démocrate



Dialogue, s'ouvrira s'ouvrira pas ? La date du 15 février pourrait être consacrée aux préparatifs

Annoncé en grande pompe pour le 15 février prochain, le dialogue politique ne pourrait réellement s'ouvrir que dans les jours à venir. Le rendez-vous de jeudi prochain ne sera consacré qu'aux préparatifs du dialogue.

Il sera question selon nos informations de régler la question des préalables, la liste des invités au dialogue



et bien d'autres détails qui seront réglés par la même occasion.

Depuis l'annonce du dialogue aucun signe ostensible et plusieurs

ceux qui vont dialoguer demeurent toujours un

commençaient par se demander si ce dialogue annoncé aura vraiment lieu. Le lieu du dialogue, l'ordre du jour et même l'identité de

mystère.

Annoncé depuis le mois de septembre le dialogue a eu du mal à prendre corps pour des raisons liées au dilatoire surtout de la coalition des 14 partis qui se perd dans ses revendications.

Les avis des leaders des partis composant la coalition diffèrent et la marche reste le seul dénominateur commun.

DM



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

REDD+ : La mise en œuvre des systèmes MNV au cœur d'un atelier

Le Togo a accueilli la semaine dernière un atelier régional d'évaluation des besoins pour la mise en œuvre des systèmes Mesure, Notification et Vérification (MNV) de la REDD+. Organisé par le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) et soutenu par d'autres partenaires de l'Initiative Mondiale pour l'Observation des Forêts (GFOI), cet atelier a offert à cinq pays participants, en l'occurrence le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la République de Centrafrique, la RDC, et le Togo le moyen d'utiliser le cadre REDD compass pour évaluer leurs besoins d'opérationnalisation de leurs procédures MNV pour la REDD+.



Le développement de procédures MNV robustes qui sont capables de mesurer une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est essentielle pour la mise en place de la REDD+ et pour l'accès à des paiements basés sur la performance pour la REDD+.

Compte tenu de la complexité de cette tâche, la GFOI a développé la plateforme en ligne REDD compass, basée sur une approche amicale pour guider les pays dans la conception et le développement de leurs

procédures MNV. La REDD compass offre, entre autres fonctionnalités, un cadre de bout en bout permettant aux pays d'évaluer leurs besoins en matière de capacité MNV et de les communiquer aux partenaires internationaux pour bénéficier d'un soutien ciblé.

Le Directeur de cabinet du ministre de l'environnement et des ressources forestières, à la clôture des travaux, adressé ses sincères remerciements à tous les partenaires techniques et financiers qui

accompagnent les pays de la sous-région, dans leur recherche de solutions aux problèmes de déforestation, et de la dégradation des forêts.

Hémou ASSI coordonnateur national de la REDD+ au Togo, pour sa part a partagé sa ferme conviction que les systèmes MNV, seront utilisés par les pays, dans le plan de la mise en œuvre de leurs dons de préparations à la REDD+ et de potentiellement, ce qui leur ouvrira des portes au soutien des partenaires de la GFOI pour répondre à leurs besoins prioritaires.

Cette assise qui a été démarrée le lundi dernier a essentiellement permis à présenter aux pays la plateforme REDD compass et les documents d'orientation des partenaires de GFOI hébergés sur la plateforme, conduire des évaluations des besoins menées par les pays participants sur les procédures MNV, piloter d'innovantes procédures pour une évaluation systématique des besoins des pays REDD+ en matière de capacité opérationnelle MNV à travers un cadre

cohérent et complet.

Egalement, cette rencontre a aidé les différents acteurs venus des pays membres et des partenaires, à utiliser des méthodes et des outils afin de permettre aux pays d'élaborer des programmes de travail annuels à partir de la liste d'actions REDD compass et identifier les besoins des pays pour servir d'intrants pour le contrôle de la planification harmonisée du travail entre les partenaires de la GFOI. ■

Démocrate



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Sport /Préliminaire de la ligue africaine des champions : L'AS Togo port s'incline mais conserve d'énormes chances de qualification

2 buts à 1 c'est le score qui a sanctionné la rencontre Ac Leopards de Dolisie et l'AS Togo port. Malgré la défaite, le club togolais champion en titre, a mis de son côté beaucoup de chance de qualification en réussissant à inscrire un but à l'extérieur. Le match retour à Lomé s'annonce plutôt bien il suffira à l'AS Togo port d'inscrire au moins un but et réussir à conserver ses cages vierges.



C'est une équipe congolaise à la portée du champion de la saison dernière. Selon nos confrères de Togofoot.info, la première partie de la rencontre a été équilibrée et pauvre en occasions de buts. Il a fallu attendre la deuxième mi-temps pour voir les filets trembler.

Les Leopards ouvrent le score à la 49ème minute de

jeu grâce à Masonbolino.

Les Togolais égalisent 20 minutes plus tard par l'entremise de Ayeba Nayo. Une égalisation de courte durée puisque les congolais reviennent à la charge deux minutes plus tard. Le match retour est prévu dans deux semaines.■

Dick Mensan

Mathilde Amivi Petitjean représente le Togo aux JO d'hiver de Pyeongchang en Corée du Sud

Les 23ème Jeux Olympiques d'hiver ont effectivement démarré ce vendredi 9 février à Pyeongchang (Corée du Sud) par une cérémonie d'ouverture marquée par le traditionnel défilé des athlètes.

Le Togo est aussi présent à ces JO grâce à son athlète Mathilde Amivi Petitjean qui défendra les couleurs nationales dans l'épreuve de ski de fond. L'athlète togolaise sera à sa deuxième

participation aux Jeux d'hiver. Elle avait déjà représenté le Togo aux Olympiades de Sotchi (Russie) en 2014.

Après une préparation intense au Canada, la skieuse originaire de Kpalimé reste très optimiste quant à sa participation à ces JO. Elle a été soutenue par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé ce vendredi, qui lui a adressé des mots d'encouragement tout en invitant également tous les Togolais à soutenir leur compatriote.



« J'invite toutes les Togolaises et tous les Togolais vivant au Togo comme à l'étranger, ainsi

qu'aux amis du Togo à soutenir notre compatriote Mathilde Amivi Petitjean qui nous honore aux jeux

olympiques de Pyeongchang », a déclaré Faure Gnassingbé sur son compte twitter.



Notons qu'à part le Togo, sept autres pays africains sont également présents à cette compétition. Il s'agit du Nigeria, du Kenya, du Ghana, de l'Afrique du Sud, du Maroc, de l'Erythrée et du Madagascar. Les Jeux Olympiques de Pyeongchang se déroulent du 9 au 25 février 2018.

Source: autogo

Afrique du sud : L'ANC a commémoré l'anniversaire de la sortie de prison de Nelson Mandela

En Afrique du Sud, ce dimanche 11 février, est une parenthèse dans les négociations qui entourent la future démission de Jacob Zuma. Cyril Ramaphosa, président de l'ANC, et tous les plus hauts cadres du parti sont au Cap où ils commémorent l'anniversaire de la sortie de prison de Nelson Mandela, il y a 28 ans. Ces célébrations donnent le coup d'envoi du centenaire de naissance du « père de la nation », cette année.



Jacob Zuma

Cyril Ramaphosa est apparu, ce dimanche 11 février au matin, lors d'un service religieux. Il a pris part à une grande messe au sein de la cathédrale Saint-George du Cap. Son attitude était évidemment très scrutée pour cette première sortie publique, depuis le début des discussions avec Jacob Zuma en début de semaine. Cependant, Cyril Ramaphosa est apparu très détendu, le sourire aux lèvres, avant de recevoir la

bénédiction du prêtre, aux côtés d'autres cadres de l'ANC.

Sous pression

On sait, pourtant, le président du parti sous pression. Les négociations avec Jacob Zuma semblent patiner et l'impatience grandit en Afrique du Sud. Cyril Ramaphosa, réputé bon négociateur, joue une partie serrée. En effet, pour que cette transition se passe bien, Jacob Zuma doit accepter de démissionner de lui-même mais certaines de ses conditions semblent difficiles à remplir.

Le président de l'ANC doit en tout cas donner un discours, en début d'après-midi au Cap, dans le cadre d'un hommage à Nelson Mandela mais on l'imagine mal évoquer la situation qui se joue en coulisses avec Jacob Zuma puisque toute cette crise politique a déjà largement éclipsé cet important moment de célébrations autour de Nelson Mandela.

On en saura plus lundi 12 février

En revanche, on en saura peut-être plus, demain lundi, puisqu'une réunion spéciale du comité exécutif de l'ANC va avoir lieu. Rappelons-nous que mercredi dernier, une réunion spéciale du comité exécutif de l'ANC avait été annulée à la dernière minute et on y avait vu un

signe positif, le signe que la situation allait se régler rapidement, grâce au dialogue engagé entre Cyril Ramaphosa et Jacob Zuma. Finalement, le Comité exécutif de l'ANC a été rappelé et il se réunira donc demain, à Pretoria.

Ce groupe est l'organe du parti qui peut demander une destitution du chef de l'État. Visiblement, les négociations continuent d'achopper sur les affaires judiciaires auxquelles Jacob Zuma doit faire face. La presse dominicale évoque par exemple une possibilité d'accord si le président accepte d'admettre certaines malversations. Bien entendu, tout cela reste au stade des suppositions et le départ de Jacob Zuma pourrait encore prendre quelque temps.

OPTION SANTE

Plein feu sur la rougeole

La rougeole est une maladie virale grave extrêmement contagieuse. Avant que la vaccination ne soit introduite en 1963 et qu'elle ne se généralise, on enregistrait tous les 2/3 ans d'importantes épidémies qui pouvaient causer environ 2,6 millions de décès par an.

La rougeole reste l'une des causes importantes de décès du jeune enfant, alors qu'il existe un vaccin sûr et efficace. On estime que 89 780 personnes, dont une majorité d'enfants de moins de 5 ans, sont mortes de la rougeole en 2016.

C'est une affection due à un virus de la famille des paramyxoviridés. Le virus rougeoleux se transmet habituellement par contact direct ou par l'air, infectant les voies respiratoires puis se propageant à tout l'organisme. La rougeole est une maladie humaine et on ne connaît pas de réservoir chez l'animal.

L'intensification des activités de vaccination a permis de

faire baisser considérablement le nombre de décès dus à la rougeole. Entre 2000 et 2016, on estime que la vaccination antirougeoleuse a évité 20,4 millions de décès, faisant de ce vaccin le meilleur investissement dans la santé publique. Le nombre de décès à l'échelle mondiale a diminué de 84%, passant de 550 100 en 2000 à 89 780 en 2016.

Signes et symptômes

Le premier signe d'infection est en général une forte fièvre qui apparaît environ 10 à 12 jours après l'exposition au virus et persiste 4 à 7 jours. Au cours de ce stade initial, le tableau peut comporter une rhinorrhée (nez qui coule), de la toux, des yeux rouges et

larmoyants, et de petits points blanchâtres sur la face interne des joues. L'éruption apparaît plusieurs jours plus tard, habituellement sur le visage et le haut du cou. En 3 jours environ, elle progresse pour atteindre les mains et les pieds. Elle persiste 5 à 6 jours avant de disparaître. On l'observe en moyenne 14 jours après l'exposition au virus, dans un intervalle de 7 à 18 jours.

La plupart des décès sont dus aux complications de la maladie. De sérieuses complications sont plus fréquentes avant l'âge de 5 ans ou chez l'adulte de plus de 30 ans. Parmi les complications les plus graves, on observe des cécités, des encéphalites (qui

peuvent s'accompagner d'œdèmes cérébraux), des diarrhées sévères (susceptibles d'entraîner une déshydratation), des infections auriculaires et des infections respiratoires graves comme la pneumonie.

Les formes sévères surviennent plus particulièrement chez les jeunes enfants malnutris, notamment si les apports en vitamine A sont insuffisants ou si leur système immunitaire est affaibli par le VIH/sida ou d'autres maladies.

Dans les populations fortement touchées par la malnutrition, en particulier celles touchées par des carences en vitamine A et qui ne bénéficient pas de soins de santé adéquats, près de 3 à 6% des cas de rougeole sont mortels. Chez les personnes déplacées, ce taux peut atteindre 30% des cas de

rougeole. Contractée pendant la grossesse, la rougeole peut également donner lieu à de graves complications et entraîner une fausse couche ou un accouchement prématuré. Les personnes qui guérissent de la rougeole sont immunisées à vie.

Personnes exposées

Les jeunes enfants non vaccinés sont les plus exposés au risque de rougeole et de complications éventuellement mortelles. Les femmes enceintes qui ne sont pas vaccinées courent également un risque. Toutes les personnes qui ne sont pas immunisées (qui n'ont jamais été vaccinées ou qui n'ont jamais contracté la maladie) sont susceptibles d'être infectées.

La rougeole reste fréquente dans beaucoup de pays en

Suite à la page 11

OPTION SANTE

Plein feu sur la rougeole

Suite de la page 10

développement, notamment dans certaines régions d'Afrique et d'Asie. Plus de 20 millions de personnes en souffrent chaque année. L'immense majorité (plus de 95%) des décès par rougeole surviennent dans des pays où le revenu par habitant est faible et l'infrastructure sanitaire est fragile.

Les flambées de rougeole peuvent être particulièrement mortelles dans les pays qui traversent ou qui viennent de connaître une situation de catastrophe naturelle ou de conflit. La dégradation des infrastructures sanitaires et des services de santé oblige à interrompre la vaccination systématique et le surpeuplement des camps accroît considérablement le risque d'infection.

Transmission

Le virus de la rougeole, extrêmement contagieux, se propage lorsque les malades toussent ou éternuent, par le contact rapproché entre personnes ou par le contact direct avec des sécrétions nasales ou laryngées.

Le virus reste actif et contagieux dans l'air ou sur les surfaces contaminées pendant 2 heures. Les porteurs du virus peuvent le transmettre pendant les 4 jours qui précèdent l'apparition de l'éruption cutanée et les 4 jours qui suivent.

Les flambées de rougeole peuvent entraîner des épidémies susceptibles de provoquer de nombreux décès, notamment parmi les jeunes enfants malnutris. Dans les pays où la rougeole a été en grande partie éliminée, les cas importés restent une source importante d'infection.

Traitement

Il n'existe pas de traitement antiviral spécifique contre la rougeole.

Une prise en charge clinique appropriée permet d'éviter les complications graves de la rougeole. Le malade doit être correctement nourri, avoir un apport hydrique suffisant et recevoir un traitement contre

la déshydratation à l'aide de la solution de réhydratation orale recommandée par l'OMS. Cette solution permet de pallier la perte de liquides et d'autres éléments essentiels entraînés par les diarrhées et les vomissements. On prescrit des antibiotiques pour traiter les infections oculaires et auriculaires ainsi que la pneumonie.

Il convient d'administrer à tout enfant pour lequel on pose le diagnostic de rougeole, 2 doses de complément vitaminique A



à 24 heures d'intervalle. Ce traitement permet de pallier le déficit en vitamine A qu'entraîne la maladie même chez les enfants bien nourris et peut aider à prévenir les lésions oculaires et la cécité.

L'administration de vitamine A au moment du diagnostic peut contribuer à éviter les lésions oculaires et la cécité. De plus, il a été établi que l'administration de vitamine A permettait de réduire la mortalité rougeoleuse de 50%.

Prévention

La vaccination systématique des enfants contre la rougeole, associée à des campagnes de vaccination de masse dans les pays où les taux de morbidité et de mortalité sont élevés sont des stratégies de santé publique essentielles pour réduire le nombre de décès par rougeole dans le monde. Le vaccin antirougeoleux, utilisé depuis plus de 50 ans, est sûr, efficace et peu onéreux. Vacciner un enfant contre la rougeole coûte environ moins d'un dollar.

Le vaccin antirougeoleux est souvent associé au vaccin contre la rubéole et/ou au vaccin contre les oreillons. Il est aussi efficace seul qu'associé. Le fait d'associer le

vaccin contre la rubéole au vaccin antirougeoleux n'accroît que marginalement le coût mais permet de mettre en commun les coûts de distribution et d'administration.

En 2016, environ 85% des enfants dans le monde – contre 72% en 2000 – ont reçu une dose de vaccin antirougeoleux avant l'âge de un an, grâce à l'intervention systématique des services de santé. Pour garantir l'immunité et prévenir les flambées, il est

recommandé d'administrer 2 doses de vaccin car environ 15% des enfants vaccinés n'acquièrent pas une immunité dès la première dose.

Action de l'OMS

En 2010, l'Assemblée mondiale de la Santé a fixé 3 objectifs intermédiaires en vue d'éradiquer la rougeole d'ici à 2015:

- augmenter la couverture de la vaccination systématique par la première dose de vaccin à valence rougeole (MCV1) chez les enfants âgés d'un an de plus de 90% au niveau national et de plus de 80% dans tous les districts;
- ramener l'incidence annuelle de la rougeole à moins de 5 cas pour un million et maintenir ce niveau; et
- réduire la mortalité rougeoleuse estimée de plus de 95% par rapport aux estimations de 2000.

En 2012, l'Assemblée mondiale de la Santé a approuvé le Plan stratégique mondial contre la rougeole et la rubéole avec pour objectif d'éliminer la rougeole dans 4 Régions de l'OMS d'ici 2015 et dans 5 Régions d'ici 2020. En 2016, l'élan mondial pour améliorer la couverture vaccinale avait

entraîné une réduction de 84% des décès. Entre 2000 et 2016, avec l'appui de l'Initiative contre la rougeole et la rubéole ainsi que de l'Alliance GAVI, la vaccination antirougeoleuse a permis d'éviter 20,4 millions de décès.

En 2016, environ 119 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole dans le cadre de campagnes de vaccination de masse menées dans 31 pays. Toutes les régions de l'OMS ont désormais établi des objectifs pour éliminer cette maladie mortelle évitable d'ici 2020.

Initiative contre la rougeole et la rubéole

Lancée en 2001, l'Initiative contre la rougeole et la rubéole est un partenariat mondial dirigé par la Croix-Rouge américaine, la Fondation des Nations Unies, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis d'Amérique (CDC), l'UNICEF et l'OMS.

L'Initiative s'est engagée à faire en sorte qu'aucun enfant ne décède de la rougeole ou ne naisse avec le syndrome de la rubéole congénitale, à réduire les décès imputables à la rougeole de 95% d'ici 2015, et à éliminer la rougeole et la rubéole d'au moins cinq Régions de l'OMS d'ici 2020.

Plan stratégique mondial 2012-2020 contre la rougeole et la rubéole

En 2012, l'Initiative contre la rougeole et la rubéole a lancé un nouveau Plan stratégique mondial de lutte contre la rougeole et la rubéole qui couvre la période 2012-2020.

Ce Plan fixe des stratégies claires pour que les responsables de la vaccination dans les pays, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux, atteignent les buts fixés en 2015 et 2020 pour la lutte contre la rougeole et la rubéole et leur élimination.

D'ici à la fin de l'année 2015, le plan vise à:

- réduire les décès mondiaux imputables à la rougeole d'au moins 95% par rapport aux niveaux de 2000;
- atteindre les buts régionaux d'élimination de la rougeole et du syndrome de rubéole

congénitale.

D'ici à la fin de l'année 2020, le plan vise à:

- éliminer la rougeole et la rubéole dans au moins 5 Régions de l'OMS.

D'après les tendances actuelles en matière de couverture de la vaccination antirougeoleuse et d'incidence de la maladie, ainsi que sur la base de l'examen stratégique effectué à mi parcours, le Groupe stratégique consultatif d'experts sur la vaccination (SAGE) de l'OMS est arrivé à la conclusion que les échéances mondiales et les objectifs d'élimination de la rougeole pour 2015 n'avaient pas été atteints en raison de la persistance des lacunes en matière de couverture vaccinale.

Le SAGE recommande d'insister davantage sur l'amélioration des systèmes de vaccination en général pour éviter toute régression par rapport aux avancées obtenues à ce jour en matière de lutte contre la rougeole.

L'OMS continuera de renforcer le Réseau mondial de laboratoires pour garantir le diagnostic rapide de la rougeole et suivre la propagation internationale des virus de la rougeole afin de permettre une approche plus coordonnée de ciblage des activités de vaccination et de réduire les décès dus à cette maladie à prévention vaccinale.



Récépissé
N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur
S. Didier
Infographie
JPB
Adresse

Route du Contournement
CEDEAO, Agoè Démakpoè, non
loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO
Imprimerie
La Colombe
Tirage
1000 exemplaires

1ère édition du tournoi du 5 février en images

